

## Mars 08 post élections

Soumis par Administrator

02-03-2008

Dernière mise à jour : 24-03-2008

Suivi des émeutes au Kenya - Mars 2008 - Le Kenya, quel avenir ?

Vous trouverez ci-dessous le suivi de l'actualité au jour le jour relatif aux émeutes qui se déroulent dans les quartiers défavorisés.

- Revue de presse du mois de décembre 2008

- Revue de presse du mois de janvier 2008

- Revue de presse du mois de février 2008 En effet il y a le Kenya des touristes et des expatriés dont j'ai fait partie. Un Kenya beau, merveilleux pour ne pas le qualifier de paradisiaque mais il ne faut pas oublier aussi ces 60 % de la population qui livre un véritable combat non pas pour vivre mais pour survivre au jour le jour ! Aujourd'hui le Kenya souffre et malheureusement montre la misère dans laquelle vit la majorité de ses habitants. Il ne faut pas refuser de voir cet aspect de ce pays. Le Kenya se découvre avant tout avec sa population et non pas uniquement par la beauté de sa nature et de son infrastructure hôtelière, sous peine de prendre le risque de passer à côté de l'essentiel. C'est pour cette raison que je tiens cette revue de presse sur ce site. Le mois de janvier 2008 aura montré une escalade de l'acceptable. Le mois de février 2008 celui d'un marathon pour l'obtention d'un accord entre le président et le responsable de l'opposition. Les troubles ont plongé le Kenya dans une crise humanitaire qui aura coûté la vie à plus de 1500 personnes et déplacés plus de 700.000 personnes dont 350.000 vivent toujours dans des camps de réfugiés. Le mois de mars devrait permettre le retour à la normale mais qui peut dire les conséquences que vont avoir ces journées d'horreur sur les différentes tribus. 22 mars 2008

Favoriser le tourisme écologique au Kenya pour protéger les espèces Suite aux violences consécutives à l'élection présidentielle du 27 décembre qui ont fait plus de 1.500 morts et 300.000 déplacés, dans un pays longtemps considéré comme un des plus stables de l'Afrique de l'Est, le tourisme au Kenya a chuté. Effectivement le secteur du tourisme, qui était un des atouts majeurs de ce pays, a vu ses réservations baisser de 90 % par endroits en janvier et février.

Aider à rétablir la paix dans ce pays est lutter pour les espèces à protéger

Les experts estiment que la diminution des recettes liées au tourisme peut altérer gravement les projets de conservation des espèces, en particulier ceux des programmes de protection des rhinocéros noirs (victimes du braconnage, pour qui le nombre est réduit, il n'en reste que 540) ou ceux concernant la protection des éléphants. Achim Steiner, directeur général du Programme des Nations unies pour l'environnement, explique que la chute du nombre de visiteurs depuis le mois de décembre dernier a eu un impact désastreux sur les ressources financières du pays, mais aussi sur les initiatives de conservation faites par le Kenya Wildlife Service (KWS), l'agence publique qui a annoncé, l'année dernière, des revenus performants allant jusqu'à 28 millions de dollars.

### RELANCER L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI AU TRAVERS DU TOURISME

Les professionnels du tourisme se veulent rassurants, c'est l'impression qu'ils donnent au salon du tourisme de Berlin. Même si le malaise semble s'éterniser au pays, sur le stand du Kenya à l'ITB, l'optimisme reprend. Les organisateurs de safaris et les agents de voyage vantent les mérites de la riche faune du pays et de ses plages de sable fin et vont jusqu'à offrir des réductions de séjour attractives. Le pays veut revivre et rétablir sa situation économique, le retour au tourisme écologique s'impose. Selon un rapport établi par la Kenya Association of Manufacturers du 19 janvier qui expose les données de 600 entreprises membres, estime que l'avenir du pays pourrait aller en s'appauvrissant de plus de 3 milliards de dollars, et d'environ 400.000 emplois, au premier semestre de 2008 si le conflit perdure. C'est pourquoi selon Achim Steiner, directeur exécutif du PNUD : « Le tourisme, basé sur la faune et les paysages légendaires du Kenya, a toujours été un élément important pour l'économie et la création d'emplois. La génération des revenus est également vitale pour les efforts de conservation du pays et pour le maintien du réseau important des parcs nationaux et autres aires protégées au Kenya ». Aider à rétablir la paix dans ce pays est lutter pour les espèces à protéger : « Le fait que les populations des éléphants au Kenya ont récemment augmenté de quatre pour cent après des années de succès de lutte contre le braconnage et d'autres méthodes de gestion montre le succès de KWS », a affirmé Achim Steiner.

### AUCUNE PERTURBATION POUR LES TOURS OPERATORS

Les tours opérateurs affirment que « l'essentiel de ces émeutes tragiques et incontrôlées se sont essentiellement déroulées dans l'ouest du Kenya, dans une région totalement en dehors des circuits touristiques et ne représentant aucun intérêt pour les safaris ». Ils ajoutent : « Nous n'avons toutefois pas la prétention d'être incontournables et d'être infaillibles analystes en matière de géopolitique, mais, objectivement, nous pouvons témoigner que tous nos clients présents au Kenya durant ces deux dernières semaines n'ont subi aucune perturbation pendant leur séjour et qu'aucun safari n'a du changer son itinéraire. » 20 mars 2008

La commission kényane sur la présidentielle entame ses travaux Une commission indépendante chargée de faire la lumière sur l'élection présidentielle controversée du 27 décembre a prêté serment au Kenya. Les sept membres de cette instance présidée par le magistrat sud-africain à la retraite Johann Kriegler auront pour tâche d'étudier tous les aspects du scrutin, entaché d'irrégularités selon la présidence comme l'opposition.

Les enquêteurs pourront interroger des témoins à huis clos afin de réduire les pressions à leur rencontre, a précisé Kriegler lors d'une conférence de presse. La mise en place de cette commission a été décidée dans le cadre de l'accord de partage du pouvoir entre les deux camps conclu le 28 février sous l'égide de l'ancien secrétaire général de l'Onu Kofi Annan.

Le magistrat sud-africain à la retraite Johann Kriegler préside la commission chargée de faire la lumière sur les violences post électorales du Kenya

Il est prévu qu'elle rende ses conclusions au président Mwai Kibaki dans un délai de trois à six mois, avant de les rendre publiques dans les deux semaines suivantes. Les autres membres de la commission sont quatre experts kényans, un magistrat tanzanien et un spécialiste argentin des questions électorales.

Le rejet par le chef de l'opposition Raila Odinga de la réélection de Kibaki le 27 décembre avait marqué le commencement d'un cycle de violences politico-ethniques qui a fait plus de 1.200 morts et 300.000 déplacés dans le pays. L'accord de partage du pouvoir a débouché sur la création d'un poste de Premier ministre qui sera confié à Odinga. L'annonce de la composition d'un nouveau gouvernement de coalition est attendue après le week-end de Pâques. Les forces de sécurité kényanes ont par ailleurs annoncé qu'elles enquêtaient sur des informations selon lesquelles 25 personnes auraient été tuées dans des affrontements entre éleveurs dans la vallée du Rift. Les violences, survenues mercredi soir selon un responsable local, ont opposé des groupes de jeunes gens des tribus Samburu et Pokot mais ne seraient pas liées à la situation politique.

"On nous a d'abord dit que 18 personnes avaient été tuées puis quelqu'un d'autre a parlé de 25 personnes. Le gouvernement a dépêché des responsables de la sécurité pour vérifier", a indiqué ce responsable local.

Les affrontements sur le partage de l'eau, du bétail ou des pâtures sont réguliers dans les régions les plus isolées du pays, en particulier en période de sécheresse.

Des responsables indiquaient le mois dernier que plusieurs centaines d'éleveurs avaient migré plus au nord vers la frontière avec l'Ethiopie pour trouver de l'eau. 19 mars 2008

Mont Elgon : 150 personnes inculpées des milliers d'habitants fuient ELDORET (Kenya), 18/03 - Cent cinquante personnes ont été inculpées lundi au Kenya pour leurs liens présumés avec la milice de la Force de défense des terres des Sabaot (SDLF) dans le cadre d'une opération de sécurité au Mont Elgon ayant provoqué la fuite de milliers d'habitants.

Ces 150 personnes, en majorité des jeunes hommes de moins de 30 ans, ont été inculpées pour "avoir fait la promotion d'activités apparentées à la guerre", selon le texte du jugement communiqué mardi à l'AFP. Leur procès devrait avoir lieu d'ici à deux semaines.

L'armée, qui mène avec la police une opération terrestre musclée à l'aide d'hélicoptères contre la SDLF, a ouvert pendant le week-end un second camp dans la zone de Chebyuk (sous-district de Kopsiro, 330 km au nord-ouest de Nairobi), qui fait l'objet de luttes pour la redistribution des terres et où l'armée traque la SDLF.

Environ 2.000 familles ont fui Kopsiro pour se réfugier dans les districts de Bungoma, Trans Nzoia et Teso par crainte que le camp ne soit utilisé pour la torture de suspects, selon des autorités locales. Des journalistes locaux couvrant l'opération ont affirmé à l'AFP avoir vu vendredi un millier de personnes se disant victimes de tortures et demandant des soins auprès de la Croix-Rouge à Cheptais. 18 mars 2008

Le Parlement kényan lève les derniers obstacles à la formation d'un gouvernement de coalition En adoptant à l'unanimité un amendement constitutionnel et un accord de réconciliation nationale, le Parlement kényan a entériné, mardi 18

mars, l'accord de partage du pouvoir et de gouvernement de coalition signé le 28 février entre le président Mwai Kibaki, réélu le 27 décembre, et son adversaire à la présidentielle, Raila Odinga. Une fois les deux textes signés par M. Kibaki, le président kényan sera à même de former un gouvernement de coalition comprenant des membres de son Parti de l'unité nationale (PNU) et du Mouvement démocratique orange (ODM) de Raila Odinga. Les 200 députés présents (sur 222) ont adopté à l'unanimité, lors d'un premier vote, un amendement à la Constitution autorisant la création d'un poste de premier ministre et de deux postes de vice-premier ministre. Selon l'accord conclu sous l'égide du médiateur de l'Union africaine (UA), Kofi Annan, le poste de premier ministre reviendra au chef du parti fort possédant le plus grand nombre de sièges au Parlement, en l'occurrence Raila Odinga. D'après le projet de loi, il aura "l'autorité pour coordonner et superviser l'exécution des prérogatives du gouvernement", une formulation susceptible d'interprétations divergentes qui pourraient être âprement débattues.

## "NOUS CONFRONTER À L'ETHNICITÉ"

Les députés ont ensuite adopté par acclamation et à l'unanimité le texte de l'accord de réconciliation nationale. Cet accord prévoit que le gouvernement de coalition sera dissous si l'une des deux parties décide de le quitter. Toutefois, un tel scénario n'entraînerait pas de nouvelles élections selon les termes de l'accord.

Un accord de réconciliation nationale a été signé au parlement

"Demeurons solidaires et évitons les divisions pour pouvoir voter ces lois à l'unanimité. Nous devons remettre le Kenya sur les bons rails et diriger notre peuple pacifiquement", a déclaré le président Kibaki au Parlement, juste avant le vote des députés. "Nous devons réconcilier notre peuple. Nous devons nous confronter à cette horrible créature appelée 'ethnicité'", a pour sa part plaidé M. Odinga. "Un pays qui est déchiré par des fractures ethniques est un pays en guerre avec lui-même et ne peut pas espérer se développer", a-t-il poursuivi. La contestation de l'élection de M. Kibaki, entachée de fraudes selon de nombreux observateurs, a plongé le Kenya dans une crise politique et ethnique majeure, qui a fait 1 500 morts et plus de 300 000 déplacés. 18 mars 2008

3 lions et 4 éléphants tués dans la région d'un parc réputé Trois lions et quatre éléphants ont été tués depuis le début de l'année dans la région du parc national d'Amboseli, situé au sud du Kenya et mondialement réputé pour sa population d'éléphants, rapporte lundi une association de protection de la faune, Wildlife Direct. 14 éléphants blessés dont 4 sont morts entre janvier 2008 et février 2008. "Quatorze éléphants ont été blessés par des lances entre janvier et février dans la région d'Amboseli au Kenya; parmi ces 14 éléphants, quatre sont décédés", rapporte lundi un communiqué de Wildlife Direct reçu à Nairobi. "Les causes d'attaques à la lance contre les éléphants sont très complexes et peuvent être attribuées à des représailles, des protestations politiques, des actions de protection des cultures, de la délinquance et dans une moindre mesure à Amboseli du braconnage pour l'ivoire", explique l'association.

Trois lions ont également été tués début mars - dont deux blessés à la lance sur un territoire peuplé par des Massaïs le 9 mars puis décédés - dans la région d'Amboseli, rapporte Wildlife Direct, citant des informations de "Lions Guardians", un groupe local de protection des lions. "Des gardes ont immédiatement été déployés dans la zone étant donné que la peau et les dents de l'un des lions avaient été dérobés", explique dans le communiqué Patrick Omondi, responsable au service kényan de la vie sauvage (KWS - Kenya Wildlife Service). Au moins 10 lions ont été tués depuis huit mois et au moins 162 depuis 2001 dans cette région d'Amboseli, selon l'association.

Selon Wildlife direct, "ces attaques à la lance contre les éléphants et les lions sont probablement liées".

Amboseli, qui couvre 3.260 km<sup>2</sup> au pied du Kilimandjaro et à la frontière entre la Tanzanie et le Kenya, abrite l'une des plus importantes populations d'éléphants d'Afrique. Le Kenya, qui a connu depuis fin décembre une très grave et meurtrière crise post-électorale, est mondialement connu pour sa faune très riche et ses nombreux parcs nationaux. 18 mars 2008

Le gouvernement doit poursuivre les responsables des violences, selon HRW NAIROBI (AFP) &mdash; Les responsables des violences politico-ethniques qui ont suivi la réélection contestée du président kényan Mwai Kibaki doivent être jugés pour regagner la confiance de la population, a estimé lundi l'organisation de défense des droits de l'Homme HRW.

Dans un rapport de 81 pages intitulé "Des bulletins de vote aux balles: violences politiques organisées et crise de gouvernance au Kenya", Human Rights Watch détaille plusieurs exemples de violences politiques planifiées à travers le pays.

"De nombreuses violences d'origine ethnique ont été organisées par des responsables locaux, des hommes politiques et des hommes d'affaires de tous les camps", affirme l'organisation de défense des droits de l'Homme basée à New York.

La contestation de la réélection le 27 décembre du président sortant Mwai Kibaki par le candidat de l'opposition Raila Odinga a plongé le Kenya dans une crise politique majeure et un cycle de violences meurtrières. Au moins 1.500 personnes ont été tuées et plus de 300.000 déplacées dans ces violences à la fois policières et intercommunautaires.

De nombreuses violences d'origine ethnique ont été organisées par des responsables locaux

A Eldoret, dans la Vallée du Rift, un responsable Kalenjin, ethnique qui a majoritairement soutenu Raila Odinga, explique comment les attaques contre les Kikuyus (l'ethnie du président Kibaki) ont été planifiées par les chefs coutumiers locaux. Les chefs coutumiers "disaient que s'il y avait le moindre signe que Kibaki l'emportait, la guerre devrait alors débiter (...) Ils entraînaient les gens pour leur montrer comment faire cette guerre", a déclaré ce responsable à HRW.

HRW décortique également la planification de raids de milices kikuyus à Naivasha (80 km au nord-ouest de Nairobi) pour venger les attaques contre les membres de leur communauté quelques jours plus tôt dans les provinces de l'Ouest, de Nyanza et de la Vallée du Rift. Plusieurs jeunes hommes ayant pris part à ces raids, certains se revendiquant des Mungiki, une secte interdite en 2002 prônant à l'origine un retour aux valeurs traditionnelles kikuyu et qui s'est muée en un gang criminel, ont fait part à HRW de la tenue d'une réunion préparatoire le 23 janvier, dans un hôtel de la ville.

"Elle n'était pas le fait de citoyens ordinaires, elle était organisée par des gens qui ont de l'argent et qui ont acheté des chômeurs comme moi. Nous avons besoin de manger tous les jours", a rapporté l'un d'entre eux à HRW.

"Ils nous ont dit de chasser les Luos (ethnie d'Odinga) parce qu'ils s'apprêtaient à nous attaquer (...) J'ai reconnu ces responsables, ils font des affaires en ville et ne cachaient pas leurs visages. Nous avons été payés 200 shillings (environ 2 euros) pour assister à la réunion et on nous a dit que nous toucherions le reste une fois le travail fait. C'était comme un petit boulot", poursuit le jeune homme.

Après des semaines de médiation dirigée par l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, un accord de partage du pouvoir devant déboucher sur un gouvernement de coalition a été signé le 28 février entre MM. Kibaki et Odinga. "Pour que le nouveau gouvernement fonctionne bien et gagne la confiance de la population, il doit en premier lieu guérir les blessures en poursuivant (devant la justice) ceux qui se trouvent derrière les violences", estime Georgette Gagnon, la directrice d'HRW pour l'Afrique. 17 mars 2008

Les violences au Kenya étaient planifiées La violence postélectorale au Kenya a été orchestrée : c'est ce qu'affirme l'organisation de défense des droits de l'Homme, Human Rights Watch. Elle publie aujourd'hui un rapport contenant 200 récits de témoins, mais aussi de personnes qui avouent avoir participé aux affrontements. Les organisateurs des troubles sont connus des milieux politique et économique Pour Human Rights Watch, si les nouveaux dirigeants kenyans veulent être crédibles, ils doivent obliger les responsables politiques, les anciens et les hommes d'affaires qui ont fomenté les troubles à s'expliquer. Le rapport de Human Rights Watch contient des récits détaillés, tant de témoins que d'auteurs de violences. Il en ressort que les partisans du président Kibaki et de l'opposition sont responsables de ces affrontements que Human Rights Watch qualifie de "soigneusement préparés". Dans la vallée du Rift - au coeur des troubles - des anciens ont tenu des réunions pour décider qui il fallait attaquer et où. Ils auraient même obligé des enfants à participer à ces attaques. Concernant les représailles qui s'en sont suivies - représailles menées par les milices kikuyus soutenant le gouvernement, des témoins affirment que des listes de noms et d'adresses ont circulé - désignant les victimes de ces violences qui, selon Human Rights Watch, ont pris avec le temps un caractère ethnique de plus en plus marqué. Le rapport de l'organisation ne donne pas les noms des coupables, mais affirme qu'ils sont bien connus dans leurs communautés et appartiennent aux milieux économique et politique. Human Rights Watch espère qu'avec la création d'une commission Vérité et Réconciliation, les auteurs des troubles actuels, mais aussi dans un passé récent, seront poursuivis. Le Kenya est sur le point de se doter d'un gouvernement de coalition, mais bien que le calme soit revenu, des milliers de personnes ayant fui les violences sont toujours sans abri. 15 mars 2008

Les personnes déplacées refusent de rentrer chez elles APA-Nairobi(Kanya) La majorité des personnes déplacées au Kenya, suite aux violences post-électorales nées de décembre dernier, hésitent à retourner chez elles malgré la signature le mois dernier, d'un accord de paix entre le président Mwai Kibaki et le chef de l'opposition, Raila Odinga. Un rapport des Nations Unies indique que les personnes déplacées logées à Eldoret, dans l'ouest du Kenya, ont indiqué qu'elles resteraient dans leur camp jusqu'à ce que le gouvernement leur donne des assurances solides liées à la sécurité et qu'un système soit mis en place pour leur restaurer leurs biens. La crise est plus que présente ! Les réfugiés craignent toujours pour leur vie La plupart d'entre elles préfèrent attendre la suite qui sera donnée au dialogue de réconciliation nationale dirigé par l'ancien ministre nigérian des affaires étrangères, Oluyemi Adeniji. Ceci signifie que beaucoup de fermiers pourraient ne pas cultiver leurs champs avant la saison des pluies qui débute mi-mars, ajouté le rapport. Selon le rapport des Nations Unies, le pays fait face à une crise sécuritaire qui pourrait durer jusqu'à l'année prochaine, suite aux violences récentes et à la famine qu'a connues le pays. Les violences post-électorales ont fait au moins 1500 morts et déplacé plus de 300 000 personnes, dont la plupart viennent de la province de la Vallée du Rift et d'Eldoret. 14 mars 2008

Les voyageurs reviennent au Kenya et reprise des vols de Kenya Airways le 11 juin 2008 L'association de tour-opérateurs français (Ceto) a décidé de reprendre les départs vers le Kenya, suspendus le 31 décembre en raison des troubles qui avaient éclaté après des élections contestées, a annoncé son président René-Marc CHIKLI.

"Les tour-opérateurs vont toutefois rester extrêmement vigilants quant à l'évolution de la situation au Kenya", a-t-il déclaré suite à une assemblée générale ayant réuni les membres du Ceto dans le cadre du premier Salon international du tourisme MAP - Le Monde à Paris.

"Nous avons décidé de rouvrir les ventes sur la destination pour répondre à une demande des clients qui reste toutefois encore faible et bien préparer la saison d'été, avant de repartir pleinement sur l'hiver", a commenté M. Chikli.

De son côté la Compagnie nationale Kenya Airways a décidé de programmer ses prochains vols entre Paris et Nairobi pour le 11 juin 2008. 14 mars 2008

6 morts au Kenya dans les combats contre le SDF Au moins six personnes ont été tuées au Kenya dans la région troublée du Mont-Elgon (ouest) où les forces de sécurité mènent une vaste opération contre une milice locale accusée de meurtres, a-t-on appris aujourd'hui de sources officielles.

Au total, 187 suspects ont également été arrêtés depuis le déclenchement de l'opération le 9 mars contre la Force de défense des terres des Sabao (SDF), a déclaré à la presse le chef de l'administration provinciale, Abdul Mwasera, qui s'est refusé à tout commentaire sur les six personnes tuées. L'objectif de la police appuyée par l'armée de l'air est de rétablir l'ordre coûte que coûte Depuis dimanche, les forces de sécurité, appuyées par plusieurs hélicoptères, traquent les membres de la SDF, accusée de la mort de plusieurs centaines de personnes dans cette région depuis décembre 2006.

Source: AFP 13 mars 2008

Ventes sur le Kenya : le Ceto dit oui, mais...

Circonspecte, l'association des tour-opérateurs. Réunis hier en assemblée générale, les membres du Ceto ont choisi de rouvrir les ventes sur le Kenya, mais en appellent "à une grande prudence", devant la situation politique tout juste en voie de normalisation. Le président du Ceto est conscient des risques d'ouvrir trop tôt le tourisme au Kenya Les adhérents du Ceto ont finalement opté pour la réouverture des ventes sur le Kenya. Cette décision fait suite aux accords de partage de pouvoir conclus le 28 février entre les deux candidats à l'élection présidentielle contestée du 27 décembre à la suite de laquelle des affrontements ont fait plus d'un millier de morts dans le pays. Toutefois, René-Marc Chikli, le président du Ceto, croise les doigts pour éviter ce qui pourrait arriver de pire à la destination : "Ouvrir trop tôt et devoir fermer dans la foulée si la situation se dégrade de nouveau, ce serait la mort du Kenya jusqu'en 2009", prévient-il.

Alors, comme "le Ceto l'a fait avec le Sri Lanka et plus récemment avec la Réunion, il ne faut pas foncer tête baissée, mais donner du temps au temps pour un réveil en douceur cet été et gagner ainsi un hiver en profondeur". 13 mars 2008

Offensive de l'armée kényane contre les milices

L'armée kényane mène une offensive contre les milices présentes dans la zone de Mount Elgon dans l'Ouest du Kenya, rapporte l'agence de presse Fides dans son édition du 11 mars 2008. Depuis le lundi 10 mars 2008, les forces de sécurité kényanes ont instauré un couvre-feu dans cette région. L'armée kényane mène une opération de grande envergure contre la milice de la Sabao Land Defence Force ( SDF ), considérée comme responsable de la mort de plusieurs centaines de personnes dans cette région depuis décembre 2006. Parlant de ce couvre-feu, le commissaire de la province de la vallée du Rift, M. Hassan Noor a déclaré à l'AFP ce qui suit: "Nous voulons que les habitants restent chez eux afin que l'opération puisse se dérouler normalement. Nous sommes déterminés à réussir et nous utiliserons les hélicoptères pour survoler la forêt". Sous couvert de l'anonymat un policier a déclaré à l'AFP que toutes les maisons de la région étaient également fouillées une par une afin de trouver les criminels. Depuis le début de cette offensive militaire, plusieurs personnes ont fui leurs villages, les écoles ont également fermé leurs portes. ATTENTION : Rien ne change pour la majorité des réfugiés au Kenya Citant une source de l'Eglise locale au Kenya, Fides fait savoir que les milices opérant dans cette partie du Kenya appartiennent tous au groupe ethnique des sabao. A en croire cette source, cette tribu qui regroupe les agriculteurs Soy et Ogiet est divisée sur une question foncière relative à la répartition des terrains dans la région, décidée par le gouvernement en août 2006. Dans cette répartition, les Soy se sont sentis discriminés et quelques jeunes ont donné naissance à SDF. Cette milice a commencé à attaquer les agriculteurs Ogiet en décembre 2006. Pour se défendre, les Ogiet ont également créé des milices qui conduisent des représailles. Selon Fides, les actions de ces groupes armés ont provoqué la mort de centaines des personnes et contraint environ 66.000 autres à fuir. La SDF qui réclame l'annulation du programme gouvernemental de la redistribution des terres les conduisant à quitter la terre de leurs ancêtres, est soupçonnée d'être l'auteur d'un assassinat de 15 personnes dont certaines brûlées vives et d'autres tuées à la machettes le 03 mars 2008. Notons également que depuis le 05 mars 2008, le district de Laikipia, toujours dans l'Ouest du Kenya est en proie de violences intercommunautaires qui ont fait 14 morts. 12 mars 2008

Controverse sur les recrutements dans la Police

Nairobi, 12/03 - Le recrutement de plus de 3.000 élèves policiers au Kenya, qui a commencé lundi, a suscité une

réaction irritée du public, suite aux allégations de corruption et de favoritisme portées contre le processus et aux plaintes relatives au délai très court entre l'annonce du recrutement et son démarrage. Mais en réagissant rapidement à ce tollé, Eric Kiraito, porte-parole de la Police, a déclaré à la presse que la controverse à propos de l'annonce du recrutement publié seulement vendredi ne se justifiait pas et a réfuté les allégations de corruption, de tribalisme et de favoritisme.

Il a déclaré que l'annonce du recrutement au dernier moment avait été faite pour empêcher que le processus soit faussé et éviter les actes de corruption.

"Auparavant, quand nous annonçons les recrutements un an à l'avance, les arnaqueurs et autres individus du même acabit mettaient en place des systèmes en affirmant avoir l'intention d'aider les candidats potentiels", a-t-il déclaré.

En défendant encore le choix d'annoncer le recrutement le plus tard possible, M. Kiraito a déclaré: "Nous avons mis en place un mécanisme pour nous assurer que les candidats potentiels soient informés au niveau des districts et des villages". 10 mars 2008

L'armée kényane lance une offensive contre une milice L'armée fait usage d'artillerie lourde et des hélicoptères de combat. Les opérations se déroulent dans les forêts du mont Elgon, près de la frontière avec l'Ouganda. Ce sont les forces de défense des terres des Saboat qui sont ciblées par l'armée. La force de frappe des milices est très préoccupante pour le gouvernement Cette milice est accusée d'avoir tué 12 personnes la semaine dernière. La milice est aussi liée aux violences politiques post-électorales qui ont coûté la vie à plus d'un millier de personnes. Les députés kényans devront se réunir mardi pour débiter les discussions en vue du partage du pouvoir, conformément à l'accord qui est censé mettre fin aux violences post-électorales. L'opération militaire a commencé lundi à la tombée de la nuit. Des centaines de militaires étaient arrivés dans la forêt à bord de véhicules, en préparatifs de l'offensive. Auparavant, les journalistes avaient reçu un avertissement de ne pas se rendre dans la zone. Mais un reporter de Reuters a visité la localité de Cheptais au pied du mont Elgon. Il a dit avoir été témoin de frappes aériennes ciblant des endroits dans les parages. Le porte-parole du gouvernement Alfred Mutua a déclaré que la police était aux trousses de "criminels" opérant à partir de cachettes situées dans la forêt. "Nous utilisons des hélicoptères de combat en raison de la haute altitude", a déclaré monsieur Mutua. Les vieux conflits fonciers ont été ravivés par les tensions politiques La milice incriminée s'était adonnée plusieurs fois à des raids contre des villages, tuant des personnes et du bétail. Elle soutient qu'elle se bat pour des terres qui appartiendraient à un clan (le clan Sabaoat) de la communauté Kalenjin. Les correspondants de presse indiquent que les violences dans la région du mont Elgon ne sont pas directement en relation avec celles post-électorales de décembre. Mais de vieux conflits fonciers ont été ravivés par les tensions politiques. 10 mars 2008

Couvre-feu de nouveau instauré au Mont Elgon qui est en proie à un conflit foncier NAIROBI (AFP) &mdash; Les forces de sécurité kényanes ont instauré lundi un couvre-feu dans la région du Mont Elgon (ouest), en proie depuis décembre 2006 à un conflit foncier très meurtrier, exacerbé par la récente crise post-électorale.

Une autre région de l'ouest du Kenya, dans le district de Laikipia (Vallée du Rift, ouest) est le théâtre de violences intercommunautaires qui ont fait 14 morts depuis le 5 mars.

Retour du couvre-feu imposé par l'armée dans la région du Mont Elgon

Au Mont Elgon, depuis le début de la semaine dernière, l'armée mène une opération d'envergure contre la milice des SDLF (Force de défense des terres des Sabaoat, du nom d'un groupe ethnique), accusée de la mort de plusieurs centaines de personnes dans cette région depuis décembre 2006.

Un couvre-feu du crépuscule à l'aube a été imposé lundi dans cette région.

"Nous voulons que les habitants restent chez eux afin que l'opération puisse se dérouler normalement. Nous sommes déterminés à réussir", a déclaré le commissaire de la province de la Vallée du Rift, Hassan Noor Hassan.

La SDLF, qui réclame l'annulation d'un programme gouvernemental de redistribution des terres les conduisant à quitter leurs "terres ancestrales", est notamment soupçonnée d'avoir assassiné le 3 mars 15 personnes dans cette région, dont six brûlées vives et six tuées à la machette.

"Nous utilisons des hélicoptères pour survoler la forêt. Nous fouillons également maison par maison pour trouver ces criminels", a également déclaré un responsable policier sous couvert de l'anonymat.

Les villageois fuient les combats tandis que d'autres tentent de résister pour défendre ce qui peut l'être

Plusieurs milliers de personnes ont fui leurs villages et des écoles ont dû fermer depuis le début de l'opération dans la zone. Depuis décembre 2006, plusieurs centaines de personnes ont été tuées et environ 66.000 déplacées dans les affrontements provoqués par ce conflit de redistribution des terres dans la région du Mont Elgon.

L'élément déclencheur des violences a été la décision du gouvernement kényan en août 2006 de mener à bien la phase 3 du plan de distribution des terres de la zone de Chebyuk (localité de Kopsiro), occupées par des fermiers Soy et Ogiek, sans titre de propriété.

Les Soy et Ogiek appartiennent au groupe des Saboot.

Mais seuls 1.732 terrains ont été distribués par le gouvernement alors que 7.000 paysans sans-terre soy et ogiek avaient fait une demande.

Le plus grand risque à présent pour le Kenya est la multiplication des affrontements interethniques

Des jeunes Soy, s'estimant floués, ont formé la SLDF, menant des attaques sanglantes essentiellement contre des Ogiek, suivies de représailles. Ces violences interviennent après la signature le 28 février par le président kényan Mwai Kibaki et l'opposant Raila Odinga d'un accord de gouvernement de coalition pour résoudre l'une des pires crises du Kenya depuis son indépendance en 1963.

Cette crise a ravivé de profonds conflits fonciers entre communautés, latents depuis 1963 mais jamais résolus par les gouvernements successifs de ce pays d'Afrique de l'Est.

Dans le district de Laikipia, au moins quatorze personnes ont été tuées depuis la semaine dernière dans des violences intercommunautaires et liées au bétail, selon un nouveau bilan annoncé lundi par la police. Un précédent bilan faisait état de neuf personnes tuées dans ces violences qui opposent depuis le 5 mars les Kikuyus (ethnie du président kényan Mwai Kibaki), qui sont traditionnellement agriculteurs, et les Turkanas, un peuple d'éleveurs et de guerriers.

"Je peux confirmer que les incendiaires ont à nouveau frappé ce (lundi) matin, environ 15 maisons ont été incendiées et les gens fuient la zone", a déclaré le commandant de la police locale, Olta Aliwa, précisant que quatre autres personnes avaient été blessées lundi dans ces violences.

Selon la responsable locale de la police, les affrontements actuels seraient liés à des luttes à propos du bétail. 09 mars 2008

Les batailles codifiées des archers du Trans Mara au Kenya VALLEE DE KAPUNO (AFP) &mdash; Les communautés Masaï et Kalenjin du district kényan du Trans Mara (ouest) ont mobilisé leurs systèmes de défense traditionnels à la suite d'une élection législative contestée et se livrent depuis deux mois à des combats d'archers rigoureusement codifiés.

Au lendemain du scrutin, le 28 décembre, les partisans du candidat Masaï ont saccagé le bureau de vote de la principale ville du district, Kilgoris, alors que les dépouillements partiels donnaient le candidat Kalenjin en tête, un dénouement inacceptable pour des Masaï sur "leurs terres ancestrales". Installées sur les contreforts du parc animalier de Masaï Mara, pratiquant l'élevage et l'agriculture, les communautés ont depuis pris les armes et s'affrontent régulièrement dans des combats d'archers répondant à un certain code d'honneur.

Groupe de Masaïs à l'affût et en position sur des terres qu'ils revendiquent à présent par la force

"Ici, nous croyons au combat sur un champ de bataille. Nous n'attaquons pas de nuit, c'est mauvais", explique Chris Kosgei, Kipsigi de 28 ans (une des composante des Kalenjins).

De fait, des représentants de chaque communauté ont désigné à l'AFP différents champs de batailles, connus de tous. Des zones de pâturages notamment. Les assauts se déroulent le plus souvent au lever du jour ou en fin d'après-midi et opposent des groupes de plusieurs dizaines d'archers, souvent jeunes, qui s'échangent des volées de flèches, séparés par une zone tampon.

Dans ce contexte, "personne ne peut rester à la maison. Vous devez y aller", assure Chris. "Un jour, au lieu d'aller à l'église, tout le monde (les hommes) est parti combattre." Le jeune homme ajoute toutefois que s'il devait reconnaître une de ses connaissances masaï sur le champ de bataille, les deux hommes se retireraient du combat ou, à tout le moins, se déplaceraient pour ne pas s'entretuer.

Une vingtaine d'hommes ont trouvé la mort depuis début janvier dans ces affrontements qui, bien que codifiés, n'en demeurent pas moins sans merci: "Un jour, les nôtres ont ramené dans le village un Masaï blessé sur un champ de bataille et l'ont achevé", raconte Chris, témoin de la scène.

Les communautés ont depuis pris les armes et s'affrontent régulièrement dans des combats d'archers

Si les combats impliquent uniquement les hommes, toute la communauté est mobilisée: côté masaï, ce sont le plus souvent les femmes qui, apercevant des silhouettes ennemies venant de la colline opposée, donnent l'alerte par des cris stridents qui résonnent dans toute la vallée.

Les guerriers Masaï disposent d'un répertoire de cris leur permettant de communiquer à plusieurs centaines de mètres à la ronde des informations vitales pour la communauté: "Ils ont tué quelqu'un", "ils ont volé du bétail", ou encore "Nous arrivons" (en renfort), explique ainsi Joseph Kopasar, un "ancien" Masaï. La communication entre les groupes désormais rivaux (chacun s'accordant à dire qu'ils coexistaient en bonne intelligence avant les élections) n'est jamais complètement rompue. En période de combats, "on continue de se parler", rapporte Chris. De même, il n'est pas rare selon le jeune homme que les deux camps s'envoient des SMS sur leurs téléphones portables pour se menacer ou au contraire amorcer des négociations.

Après quelques jours passés dans les collines, le visiteur apprend progressivement à reconnaître les signes de tensions: ainsi, le bétail éloigné de la vallée et de ses points d'eau vers l'intérieur de chaque "territoire" signifie que la sécurité n'est pas bonne. Soit les éleveurs sont informés qu'une attaque se prépare, soit ils craignent une confrontation ou une razzia sur le bétail, la principale richesse de ces collines. Une vache s'y négocie entre 12.000 et 20.000 shillings kényans (environ 120 à 200 euros). 08 mars 2008

Le Kenya aurait un besoin "immédiat" de 60.000 enseignants Nairobi, Kenya - Le Kenya doit "immédiatement" recruter plus de 60.000 nouveaux enseignants pour faire face à une pénurie aiguë de main-d'oeuvre dans le secteur de l'Education affecté par les violences post-électorales, a annoncé, à Nairobi, le Secrétaire général du Syndicat des enseignants du Kenya (KNUT), M. Francis Ng'ang'a.

"Même avant la crise, la pénurie d'enseignants était criarde. La situation a été aggravée par la crise. Le gouvernement a le dos au mur et doit procéder immédiatement au recrutement de 60.000 enseignants pour être en mesure de faire face à la pénurie dans le secteur de l'Education", a souligné M. Ng'ang'a mercredi devant la presse.

Des centaines d'enseignants ont été déplacés, tandis que d'autres ont été tués durant les deux mois de violence électorale qui ont également abouti à l'abandon de leur scolarité pour des milliers d'étudiants après que leurs écoles ont été brûlées ou leurs parents et enseignants déplacés. Dans des endroits reculés du pays, des écoles ont été transformées en camps pour des milliers de déplacés internes.

Le patron de la KNUT s'est dit préoccupé par le fait que cette pénurie sévère d'enseignants et de salles de classe ne compromette la qualité du service dans tous les segments de l'Education. 430 millions de dollars US débloqués pour l'éducation du secteur public "Le gouvernement est dans l'obligation de reconstruire les écoles et les maisons des enseignants qui ont été incendiées", a poursuivi ce dernier. Son syndicat a soutenu la formation d'un gouvernement de coalition pour faciliter le retour de la paix. Le gouvernement a commencé à appliquer la gratuité partielle de l'enseignement secondaire cette année, ce qui devrait améliorer le recrutement dans le secondaire.

Quelque 430 millions de dollars US ont été mis de côté pour ce programme qui devrait concerner plus de 800.000 étudiants dans les écoles publiques.

Un montant similaire est utilisé pour financer l'éducation primaire gratuite pour trois millions d'enfants. 07 mars 2008

Poursuite des violences au Kenya Au moins huit personnes ont été tuées dans plusieurs attaques dans l'ouest et le centre du Kenya, ont annoncé les autorités, vendredi, soulignant la difficulté du pays à sortir du cycle de la violence qui a commencé au lendemain de l'élection présidentielle, le 27 décembre, et qui s'est soldé par plus d'un millier de morts.

Julius Mutula, un haut responsable du gouvernement, a précisé que des assaillants soupçonnés d'appartenir à la tribu des Turkanas tôt vendredi ont abattu deux membres de la tribu des Kikuyus dans le village d'Aiyam à quelque 300km de la capitale, Nairobi.

Cinq autres Kikuyus ont été tués dans deux autres villages de la circonscription de Laikipia, dans le centre du pays.

Les violences se poursuivent à l'ouest du pays malgré l'accord de paix

Dans l'ouest, un policier a abattu jeudi à Kitale un homme qui l'attaquait avec une machette alors que la police tentait de disperser la foule qui avait investi une ferme appartenant à un Kikuyu.

Jeudi, le président Mwai Kibaki a exhorté les députés à voter les lois nécessaires pour mettre en place l'accord de partage du pouvoir obtenu la semaine dernière entre Kibaki et le leader de l'opposition Raila Odinga.

Selon des observateurs internationaux et locaux, l'élection présidentielle kenyane a souffert d'irrégularités qui empêchaient de connaître le véritable vainqueur.

L'accord de partage du pouvoir prévoit qu'Odinga devienne Premier ministre et "coordonne et supervise" le gouvernement, ce qui lui donne plus d'autorité que Kibaki aurait souhaité. AP 07 mars 2008

Offensive de charme du Kenya qui veut croire à la reprise du tourisme BERLIN (AFP) &mdash; Les professionnels kényans du tourisme professent leur confiance dans l'avenir et s'emploient à rassurer au salon du tourisme de Berlin (ITB), mais leur foi dans la reprise rapide d'un secteur exsangue après les violences politiques dans le pays ne fait pas l'unanimité.

Hasard du calendrier, l'ITB, l'une des plus grandes manifestations du secteur qui se tient du 5 au 9 mars dans la capitale allemande, coïncide avec l'ouverture jeudi d'une session parlementaire à Nairobi qui devra entériner un accord signé la semaine dernière entre gouvernement et opposition.

Après plus de deux mois de violences, les représentants kényans du tourisme veulent y voir le signe d'un nouveau départ pour une industrie malmenée. "En deux mois nous avons réglé nos problèmes", assure ainsi Ongong'a Achieng, directeur exécutif du Bureau kényan du tourisme. "Nous avons surmonté la crise, nous sommes de retour et nous sommes très, très confiants".

Les responsables kényans du tourisme espèrent une reprise rapide de l'activité

Même son de cloche du côté de Najib Balala, parlementaire kényan venu à Berlin "pour assurer le monde que le Kenya est de retour, et qu'il est sûr". Il aura du mal à convaincre. Jeudi, les autorités ont indiqué que neuf personnes avaient été tuées et une centaine de maisons incendiées au cours de violences intercommunautaires dans la Vallée du Rift.

Les violences consécutives à l'élection présidentielle du 27 décembre ont fait plus de 1.500 morts et 300.000 déplacés, dans ce pays longtemps considéré comme l'un des plus stables de l'Afrique de l'est. Et le secteur du tourisme, un de ses atouts économiques majeurs, a vu ses réservations baisser de 90% par endroits en janvier et février. Sur le stand du Kenya à l'ITB, l'optimisme est pourtant de mise. Organismes de safaris ou de vacances à la plage, propriétaires d'hôtels ou de "lodge" de luxe vantent les mérites de la riche faune du pays et de ses plages de sable fin.

"Les touristes reviennent, on recommence à faire du chiffre", explique Betty Olwenyi, directrice marketing de Mada Hotels, qui opère six établissements dans le pays. "Maintenant c'est terminé et le pays est sûr".

Ce n'est pas encore l'avis de nombre de gouvernements, qui recommandent à leurs ressortissants la plus grande prudence lors de leurs déplacements au Kenya. C'est le cas du Home Office -- les Britanniques représentent le premier contingent de touristes au Kenya --, mais aussi notamment des ministères des Affaires Etrangères français et allemand.

Et pour Annette Lauterbach, responsable marketing du tour opérateur de Munich (sud de l'Allemagne) Marco Polo, "tant que l'avis du ministère est tel qu'il est, ce n'est pas une zone où nous allons".

SchaulnsLand, un autre voyageur allemand, propose à nouveau ses circuits au Kenya depuis la semaine dernière, mais selon Björn Conrad, conseiller client, "il faut du temps pour que les gens oublient" les images de tueries diffusées sur les écrans ces derniers temps.

## COMBIEN DE TEMPS? C'EST TOUTE LA QUESTION

"Il y a deux types de clients", explique M. Conrad, "celui qui se dit: Le vol ne coûte plus que 300 euros, j'y vais, et l'autre qui veut être vraiment sûr de son coup et qui va attendre encore trois ou quatre mois".

Pour Carol Linnet, directrice de Safaris In Style, un organisateur de safaris basé à Nairobi, "au moment de la haute saison, en juillet, les conséquences de la crise devraient avoir été digérées". "Ou au plus tard dans un an", espère-t-elle.

Mais un an peut faire bien des dégâts dans un pays où le tourisme pèse quelque 14% du PIB.

Chez Safaris In Style, en attendant des jours meilleurs, "nous faisons ce que nous avons à faire, et cela implique des licenciements, des réductions de salaires", confie Mme Linnet. 06 mars 2008

Kibaki ouvre une session du Parlement devant appliquer l'accord NAIROBI - Le président kényan Mwai Kibaki a ouvert jeudi une session du Parlement qui débattre la semaine prochaine de la mise en oeuvre de l'accord de coalition signé le 28 février entre le gouvernement et l'opposition, le qualifiant de "victoire pour tous les Kényans".

M. Kibaki a ouvert cette session en prononçant un discours devant les parlementaires, en majorité du Mouvement démocratique orange (ODM, parti de l'opposant Raila Odinga) et du Parti de l'unité nationale (PNU, parti de M. Kibaki), selon la retransmission télévisuelle en direct de la séance. "Je pense que cet accord est une victoire pour tous les Kényans (...) et constitue la première étape pour parvenir à un Kenya prospère et stable", a lancé M. Kibaki.

Cet accord de partage du pouvoir, arraché sous pression internationale au terme de plus d'un mois de pourparlers épineux, a été signé le 28 février par MM. Kibaki et Odinga. "Moi-même et Raila Odinga ont accepté et signé cet accord parce que notre population avait fait savoir clairement qu'elle voulait un seul Kenya, où tout le monde puisse vivre dans la paix, la justice et l'harmonie", a-t-il poursuivi.

"La mise en oeuvre réussie (de l'accord) nécessitera de la bonne volonté, de l'unité (...) et de l'intégrité de la part de cette Assemblée et de tous les dirigeants du pays", a-t-il relevé.

La police et l'armée sont toujours mobilisées pour le rétablissement et le maintien de l'ordre

Au début de son discours, M. Kibaki a appelé les députés à observer par deux fois une minute de silence, à la mémoire des deux parlementaires de l'opposition tués fin janvier et des quelque 1.500 morts de la crise post-électorale.

Selon le président, quatre projets de loi seront soumis rapidement au Parlement: l'accord national de réconciliation, un projet de loi contenant les amendements nécessaires à la Constitution, et deux projets de loi portant création d'une Commission vérité, justice et réconciliation et d'une commission sur les relations ethniques du Kenya.

Les deux camps du gouvernement et de l'opposition ont fait savoir ces derniers jours qu'ils étaient en faveur du projet de loi entérinant l'accord de coalition. Ils ont également donné leur accord pour la formation d'un comité chargé de définir les lignes de la politique du gouvernement de coalition.

M. Odinga devrait prendre le poste de Premier ministre, mais les deux camps doivent encore négocier l'attribution des postes de ministres clefs (finances, affaires étrangères, défense). A la fin du discours de M. Kibaki, la session du Parlement a été ajournée à mardi prochain, date à laquelle les députés entameront le débat sur le projet de loi entérinant l'accord.

Le Kenya a été plongé fin décembre dans l'une de ses pires crises depuis l'indépendance, née de la contestation par M. Odinga de la réélection de M. Kibaki lors de la présidentielle entachée de graves irrégularités du 27 décembre. M. Odinga a accusé M. Kibaki d'avoir fraudé pour lui voler la victoire. Plus de 1.500 personnes sont mortes et environ 300.000 ont été déplacées dans ces violences post-électorales. 06 mars 2008

9 morts, une centaine de maisons incendiées au cours de violences NAIROBI (AFP) &mdash; Au moins neuf personnes ont été tuées et une centaine de maisons incendiées jeudi au Kenya au cours de violences intercommunautaires dans la province de la Vallée du Rift (ouest), a-t-on appris auprès de la police locale.

"L'attaque a visé deux villages (du district de Laikipia). Neuf personnes ont été tuées et 11 autres souffrent de graves blessures à la machette et ont été évacuées dans des hôpitaux", a indiqué à l'AFP le responsable du district de Laikipia ouest, Julius Mutula.

Plus d'une centaine de maisons ont été incendiées dans les violences

Les violences se sont déroulées dans les villages de Soilo et Muhotetu, dans ce district.

"Plus d'une centaine de maisons ont été incendiées dans les violences", a précisé à l'AFP par téléphone un policier local sous couvert d'anonymat.

"Apparemment, il s'agit d'attaques de représailles après la mort d'une femme et des incendies de maisons dans la

même zone la nuit dernière", a ajouté M. Mutula, précisant que la région était habitée par les tribus kalenjin, kikuyu et turkana, un peuple d'éleveurs et de guerriers.

Ces violences interviennent alors que le président kényan Mwai Kibaki a ouvert jeudi une session du Parlement chargée d'entériner l'accord de coalition signé le 28 février entre le gouvernement et l'opposition pour tenter de mettre fin à l'une des pires crises qu'ait connue le Kenya depuis son indépendance en 1963.

Cette crise, née de la contestation par l'opposant Raila Odinga de la réélection de M. Kibaki à la présidentielle entachée d'irrégularités du 27 décembre, a fait plus de 1.500 morts et environ 300.000 déplacés. Elle a également été le révélateur de profonds conflits fonciers et ethniques latents depuis 1963 mais jamais résolus par les gouvernements successifs de ce pays d'Afrique de l'Est. 05 mars 2008

Elimination en Somalie du responsable des attentats anti-israéliens au Kenya en 2002 Un haut responsable d'Al-Qaeda en Afrique de l'Est, Ali Saleh Nabhan, a été tué hier par un missile américain dans le sud de la Somalie.

Ali Saleh Nabhan, citoyen Kényan de 34 ans et figurant parmi la liste des personnes les plus recherchées par le FBI, était le responsable des attentats survenus contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998, dans lesquels plus de 200 personnes, dont 12 diplomates américains, avaient trouvé la mort.

L'attentat de l'ambassade des USA à Nairobi en 1998

Ali Saleh Nabhan avait par la suite commandité l'attentat survenu le 28 Novembre 2002 contre l'Hotel "Paradise" de Mombassa, au Kenya, ainsi que la tentative d'attentat contre un avion de la compagnie israélienne Arkia le même jour.

Treize personnes, dont 3 touristes israéliens, avaient été tuées lors de l'explosion simultanées de 3 terroristes-suicides dans le lobby de l'Hôtel Paradise. Presque simultanément, une cellule terroriste avait lancé deux missiles de type Stinger en direction d'un avion de la Compagnie Arkia au décollage à Mombassa, sans toutefois réussir à toucher l'appareil. Le tir de missile tomahawk de la marine américaine en Mer rouge a atteint son objectif Selon le quotidien New-York Times, les forces navales américaines ont lancé hier, à partir d'un sous-marin stationné en Mer Rouge, deux missiles de type Tomahawk en direction du désert Somalien. Ali Saleh Nabhan aurait trouvé la mort lors de la frappe américaine. 05/03/ 2008 05 mars 2008

Le ténor italien Giuseppe Di Stefano est décédé à l'âge de 86 ans Giuseppe Di Stefano, un des plus grands ténors du 20e siècle, célèbre notamment pour ses duos avec Maria Callas, est décédé lundi à l'âge de 86 ans des suites d'une agression au Kenya.

Son épouse Monika Curth a déclaré qu'il est mort lundi matin à son domicile milanais des suites de blessures datant d'une agression au Kenya en 2004.

Il avait quitté le pays dans le coma suite à une attaque dans sa villa. Il avait reçu des coups à la tête de la part de ses assaillants non-identifiés en protégeant son épouse.

Victime d'une agression dans sa villa Kényane, Giuseppe Di Stefano a succombé à ses blessures

A 83 ans il s'était retiré dans sa villa familiale de Diana au sud est de Nairobi. Le consul italien M. Tommaso Castellano a confirmé que l'artiste avait quitté la ville de Mombassa par avion sanitaire mercredi dernier après avoir subi deux opérations.

De la fin des années 1940 au début des années 1960, Giuseppe Di Stefano se produisait dans les plus grands opéras du monde, de La Scala de Milan au Metropolitan de New York. Il apparaissait souvent au côté de Maria Callas, avec qui il avait également beaucoup enregistré. Sa dernière prestation fut effectuée à Rome en 1992 où Luviano Pavarotti l'avait qualifié de " Maestro ". 03 mars 2008

Kofi Annan quitte Nairobi, mission accomplie NAIROBI (Reuters) - Kofi Annan a quitté dimanche Nairobi au terme d'une mission de bons offices ardue de six semaines au Kenya qui a débouché, le 28 février, sur un accord de partage du pouvoir entre le président réélu Mwai Kibaki et le chef de l'opposition, Raila Odinga.

"Je suis ravi que nous soyons parvenus à ce résultat jusque-là, mais il nous reste encore un long chemin à parcourir. Je souhaite que chacun d'entre vous respecte ses engagements", a lancé l'ancien secrétaire général des Nations unies devant la presse.

"Nous souhaitons voir le Kenya redevenir ce qu'il était - stable, pacifique, prospère et accueillant", a dit le diplomate ghanéen, qui a passé le relais à un médiateur nigérian, l'ancien chef de la diplomatie d'Abuja, Oluyemi Adeniji, pour le suivi des accords.

Kofi Annan quitte le Kenya pour Genève mais reste disponible si nécessaire

"Je vous dis au revoir, je ne disparais pas complètement. Je reviendrai si cela s'avère nécessaire", a promis Annan, qui s'est envolé pour Genève via Kampala.

Le Parlement doit se réunir jeudi à Nairobi pour ratifier l'accord, qui prévoit une cohabitation inédite avec la création d'un poste de Premier ministre qui sera attribué à Odinga. Le Kenya, le pays le plus stable et prospère d'Afrique de l'Est, a connu près de deux mois de violences politico-ethniques après la contestation dans la rue du résultat de l'élection présidentielle du 27 décembre. Les troubles, qui ont pris un moment une tournure d'épuration ethnique dans la vallée du Rift, à l'ouest de la capitale, se sont soldés par un millier de morts et le déracinement de 300.000 personnes. 02 mars 2008

Annan quitte le Kenya "ravi" de l'accord mais conscient du "long chemin à faire" NAIROBI (AFP) &mdash; L'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a quitté le Kenya dimanche après avoir assuré une médiation au nom de l'Union africaine (UA) dans la crise kényane ayant conduit à la signature d'un accord de coalition, a-t-on appris auprès de la médiation.

M. Annan est parti dimanche pour l'Ouganda, où il devait assister à une réunion à Kampala de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (Agra), organisation qu'il a lancée.

"C'est maintenant l'heure de dire au revoir (...). Je suis ravi que nous soyons allés si loin, mais il nous reste un long chemin à faire et je souhaite que vous restiez tous impliqués (dans le processus). Nous voulons que le Kenya redevienne stable, pacifique et prospère", a déclaré M. Annan lors d'un point de presse à Nairobi avant son départ.

"Les représentants de la région (d'Afrique de l'Est) et du monde reconnaissent que nous devons construire un Kenya sécurisé, pacifique qui respecte l'autorité de la loi et les droits de l'Homme", a-t-il ajouté.

Kofi Annan a précisé qu'il reviendrait au Kenya "périodiquement", "lorsqu'on aura besoin de lui". Il avait été désigné médiateur de l'UA dans la crise kényane en janvier. M. Annan était arrivé à Nairobi le 22 janvier et avait lancé le 29 janvier les pourparlers entre les équipes de négociation du gouvernement kényan et de l'opposition.

Après plus d'un mois de pourparlers, le président Mwai Kibaki et l'opposant Raila Odinga ont signé jeudi un accord de gouvernement de coalition et de partage du pouvoir pour résoudre l'une des pires crises qu'ait connu le Kenya depuis son indépendance en 1963. Cette crise, née de la contestation par M. Odinga de la réélection de M. Kibaki lors de la présidentielle entachée d'irrégularités du 27 décembre, a fait plus de 1.500 morts et environ 300.000 déplacés.

Les pourparlers entre les deux camps doivent reprendre lundi sur les causes profondes de cette crise post-électorale sanglante, notamment les inégalités sociales et économiques, les questions foncières et les réformes constitutionnelles.

Le président Kibaki a convoqué le Parlement le 6 mars pour entériner la mise en oeuvre de l'accord de coalition signé jeudi. 01 mars 2008

Raila Odinga espère que le Kenya tournera la page d'ici six mois

Le Kenya peut rétablir la confiance des investisseurs étrangers et faire revenir les touristes dans un délai de six mois si le gouvernement de coalition prévu dans l'accord de partage du pouvoir peut se mettre au travail, estime Raila Odinga, chef de l'opposition et futur Premier ministre. L'accord conclu cette semaine entre Odinga et le président Mwai Kibaki est censé mettre fin à deux mois de violences post-électorales qui ont fait plus de 1.000 morts et 300.000 personnes déplacées et coûté au Kenya sa réputation de stabilité. La signature d'un accord devrait mettre un terme aux tristes événements de ces deux derniers mois. Le tourisme, première source de devises du pays avec près d'un milliard de dollars l'an dernier, s'est pratiquement effondré depuis que les télévisions du monde entier ont diffusé des scènes d'émeutes, de pillages et, dans la vallée du Rift, d'épuration ethnique. Les plages du littoral de l'océan Indien et les organisateurs de safaris recherchent désespérément des clients et la monnaie kényane, le shilling, a fortement fluctué avant de rebondir avec la signature, jeudi, de l'accord entre Odinga et Kibaki. Les violences ont éclaté après l'élection présidentielle du 27 décembre remportée par Kibaki mais entachée de fraudes, selon Odinga, ce que Kibaki dément. Le différend électoral est maintenant réglé, le calme est revenu dans le pays et la population va pouvoir se remettre au travail, a déclaré Odinga dans un entretien à Reuters. Mais rassurer la communauté internationale pourrait prendre un peu plus longtemps, ajoute le chef du Mouvement démocratique Orange (ODM). Cela nécessitera de faire campagne à

l'étranger et cela dépend aussi de la vitesse avec laquelle le gouvernement de coalition se met au travail, estime-t-il. "Mais je sais qu'il est possible de faire campagne avec succès et que, dans un délai de six mois, nous puissions tourner la page et voir revenir les touristes (...) et que la confiance des investisseurs dans le pays soit rétablie".

**RÉCONCILIATION**Le Parlement se réunira jeudi pour ratifier l'accord de partage du pouvoir conclu sous l'égide de l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan. Odinga souligne que la reconstruction, dont le financement dépasse les moyens du gouvernement, nécessitera une aide internationale. Il se réjouit de l'offre du Premier ministre britannique Gordon Brown de réunir une conférence internationale de donateurs et il espère que d'autres pays lui emboîteront le pas. En tant que Premier ministre, Odinga sera responsable de la conduite de réformes et de la bonne marche du gouvernement. "Cela signifie s'attaquer à la bureaucratie et à la corruption en vue de regagner la confiance dans le pays et auprès des donateurs et des investisseurs internationaux", souligne-t-il. Il sera aussi nécessaire d'organiser des réunions avec les dirigeants des communautés ethniques du pays afin d'engager un processus de réconciliation pour panser les plaies. Il préconise des cours d'éducation civique pour inculquer les valeurs d'unité et souligne que les antagonismes tribaux ont aussi été exacerbés par des discriminations dans la répartition des emplois du secteur public. "Il faudra aussi régler cela", note le futur Premier ministre. De son côté, Annan a insisté samedi sur la nécessaire coopération de tous les Kényans. "Il est important que le public dans son ensemble comprenne qu'il a un rôle à jouer", a déclaré le médiateur ghanéen à l'issue d'une réunion de responsables religieux à Nairobi. "Maintenez la pression, maintenez votre intérêt et vous serez surpris de voir comment les hommes politiques trouvent miraculeusement le courage de faire ce qu'ils doivent", a-t-il conseillé. Annan devrait céder son rôle de médiateur à l'ancien ministre nigérian des Affaires étrangères Oluyemi Adeniji et quitter Nairobi dimanche, dit-on dans l'entourage de l'ancien secrétaire général. Il devrait revenir au Kenya à une date ultérieure qui n'a pas encore été fixée.